**Curriculum vitae**

|  |
| --- |
| **Rémi Barrué-Belou**  Maître de conférences en droit public  Centre de Recherche Juridique (E.A. 14)  Faculté de Droit et d'Economie  Université de La Réunion  15, avenue René Cassin - CS 92003 97744 Saint-Denis Cedex 9  [remi.barrue-belou@univ-reunion.fr](mailto:remi.barrue-belou@univ-reunion.fr) |



Membre du Centre de Recherches Juridiques (CRJ - E.A. 14)

Membre du Laboratoire méditerranée de droit public (LM-DP)

Membre de la Société de législation comparée

|  |
| --- |
| **Titres universitaires et formation** |

**2016 Maître de conférences en droit public à l’Université de La Réunion**

**2014-2015**  **Post-doctorat en droit public** à l’Université Toulouse 1-Capitole

**2012-2014** **Attaché temporaire d’enseignement et de recherche** (ATER) à l’IEP de Toulouse

**2013 Docteur en droit (France)** et **PhD Law (Canada)** mention très honorable avec les félicitations du jury à l’unanimité, proposition de publication pour un prix de thèse, thèse éditée par l’Assemblée nationale du Québec, Collection générale, 2014.

Titre de la thèse : *Analyse des outils fédératifs aux États-Unis, au Canada et au Brésil – Contribution à l’étude du fédéralisme,* sous la direction de Mme le Professeur Frédérique RUEDA et de Mme la Professeure Eugénie BROUILLET (cotutelle entre l’Université Toulouse 1 - Capitole et l’Université Laval de Québec, Canada). Présentée et soutenue publiquement le 29 novembre 2013 à l’Université Toulouse 1 - Capitole.

**2006-2007**  **Master 2 Droit public des affaires**, mention droit de l’entreprise

**2006** **Diplôme de l’Académie Internationale de Droit Constitutionnel**

**2005-2006** **Master 2 Normes et institutions publiques**, mention droit public fondamental, mémoire présenté sur la démarche comparative intitulé : *La question de la comparaison en droit* (approches épistémologique et méthodologique)

|  |
| --- |
| **Domaines de spécialité** |

**Droit constitutionnel** (organisation institutionnelle, collectivités territoriales, coopération, relations inter et infra-étatiques, fédéralisme, répartition des compétences, relations entre pouvoirs, finances publiques)

**Droit de la décentralisation national et étranger** (collectivités territoriales, coopération verticale et horizontale, autonomie)

**Droit** **comparé** (méthodes et approches comparatives, rapports de systèmes, pluralisme juridique, circulation des concepts)

**Droit** **européen** (institutions, relations interinstitutionnelles, relations interétatiques, coopération)

|  |
| --- |
| **Responsabilités académiques et expertise** |

Expertise et invitations dans des universités étrangères

- Les modalités de l’élection du président du conseil départemental, Journal télévisé, *Antenne Réunion,* 15 décembre 2017.

- Le vote à la proportionnelle – avantages et inconvénients, Journal télévisé, *Réunion 1ère,* mai 2017.

- Les modalités du vote lors de l’élection présidentielle, Journal télévisé, *Réunion 1ère,* mai 2017.

- Les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel (n°2018-1 OF), Journal télévisé, *Antenne Réunion*, juillet 2018.

- Contentieux du droit international public, juin 2017, Université Catholique de Madagascar.

- Les relations entre le Parlement français et la Cour des comptes, 6 et 7 novembre 2018, Tribunal administrativo moçambicano (Conseil d’État mozambicain), Maputo, Mozambique.

- Séminaire *Ethique et gouvernance,* Université de Majunga, Madagascar, août 2019.

Responsabilités académiques et électives

**2021 -** Membre de la Commission recherche, membre du CAC plénier et du CACr

**2020 -** Co-Directeur du Master 2 « Droit public »

**2019 -** Directeur du Master 1 « Droit public »

**2019-** Vice-Président de l’Association « Droit dans l’océan Indien » (LexOI)

**2018 -** Président de la section « Pays de l’Océan indien » de la Société de législation comparée

**2018 -** Co-responsablede la Diagonale des juristes (concours de plaidoiries)

**2017-** Directeur de l’axe "Droit et phénomènes transnationaux" du Centre de Recherche Juridique (Faculté de droit et d’économie - Université de La Réunion)

**2017-** Responsable des relations avec le Mozambique et avec l’Inde auprès du CRJ

**2017-** Membre du Directoire du Laboratoire méditerranéen de droit public (LM-DP)

**2017-** Responsable du pôle « Droit public » de la Clinique du droit (UR)

**2014 à 2017** Membre du jury des Grands oraux de l’I.E.P. de Toulouse,5ème année I.E.P.

Organisation de colloques et formations

- Porteur de projet Erasmus+ d’échange d’enseignants-chercheurs et de doctorants avec le Parvatibai Chowgule College de Goa, Inde, 2016-2021.

- *Regards sur le droit des étrangers* à l’Université Toulouse 1, publiée aux Presses de l’IFR de droit de Toulouse, intervention sur « Le contentieux des étrangers, un contentieux à la recherche de principes élémentaires » (24 octobre 2008), in *Regards sur le droit des étrangers,* 2010, Presses de l’Université Toulouse 1 (coll. « Colloques de l’Institut fédératif de la recherche », préf. X. Bioy).

- *Réflexions-Echanges-Formation - Analyse du travail en situation d'un chargé de TD - Quelques repères pour situer et analyser sa pratique professionnelle* (28 mai 2008)

|  |
| --- |
| **Articles et contributions** |

28- « L’évolution constitutionnelle du Mozambique : un cadre constitutionnel peu en phase avec le cadre social », *Revue internationale de droit comparé,* à paraitre.

27- « La réception relative voire forcée de règles constitutionnelles portugaises au Mozambique » crise », *in* Damien Connil et Dimitri Löhrer, *La diffusion du modèle constitutionnel portugais au sein des pays lusophones*, à paraître.

26- Participation au *Dictionnaire juridique de l’outre-mer* (pour les entrées « Clipperton », « Fédéralisme » et « Péréquation »*,* sous la dir. de Mahtieu Maisonneuve et Géraldine Giraudeau, Paris, LexisNexis, 2021.

25- « Les aspects de la procédure administrative », sous la dir. Ronan Bernard-Menoret, *Droit et libertés fondamentaux,* Paris, Ellipses, octobre 2020.

24- « Liberté d’expression », avec Cathy Pomart et Eléonore Cadou, sous la dir. Ronan Bernard-Menoret, *Droit et libertés fondamentaux,* Paris, Ellipses, octobre 2020.

23- « Liberté de conscience, de pensée et de religion », sous la dir. Ronan Bernard-Menoret, *Droit et libertés fondamentaux,* Paris, Ellipses, octobre 2020.

22- Participation au projet de recherche « QPC 2020 » Le traitement des QPC par les juges de première instance et d’appel dans les ressorts de la Cour administrative d’appel de Bordeaux et des Cours d’appel de Bordeaux et d’Agen, sous la direction de Pauline Gervier et Florian Savonitto, Université de Bordeaux, 2020.

21– « La place du pouvoir judiciaire indien, au-delà du classicisme, un pouvoir atypique influent », *Revue internationale de droit comparé,* 3-2019.

20– « Numérisation et État de droit, comparaison France – Madagascar », *Les défis générés par la numérisation,* Université de Majunga, Madagascar, à paraître.

19- « The Constitutional Revision Law Review - Comparative Approach Mauritius-France », *in Le cinquantenaire de la constitution mauricienne,* Jacques Colom et Stéphanie Dijoux-Roelfing (dir.), Nomos*,* 2019, 472p.

18- « Federative Tools : A New Perspective for Secession », *in* Alberto Lopez Besaguren y Leire Escajedo, *Ways of Federalism – Claims for Secession and Federalism,* Springer, 2019.

17- « Le retard dans la transposition en droit interne de la directive 2014/104/UE : la délicate adaptation de règles processuelles », *Revue du droit de l’Union européenne,* 2-2018.

16- « Droit constitutionnel », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 70-76.

15- « Droit international public », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 77-85.

14- « Droit de l’Union européenne », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 86-92.

13- « Contentieux administratif », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 273-281.

12- « Les Parlements nationaux dans l’Union européenne : vers un processus fédéralisant autour des articles 88-1, 88-4, 88-6 de la Constitution », *in* Hélène Gaudin (dir), *La Constitution européenne de la France,* Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2018, 316 p.

11- « Le modèle européen de démocratie libérale dans l’océan Indien »*, L’Union européenne, un modèle de puissance, une puissance modèle dans l’océan indien ?,* sous la direction du Dr Julie Dupont-Lasalle et du Professeur Didier Blanc, 2018, *Editions Clément Juglar,* 326 p.

10- « Questions politiques et Cour de justice de l’Union », in H. Gaudin(dir.), *Crise de l’Union européenne – Quel régime de crise pour l’Union européenne*, 2018, Mare&Martin.

9-« Le développement des références juridictionnelles dans les visas du conseil constitutionnel : vers une fonction de cour suprême ? », *Revue française de droit constitutionnel,* juin 2016.

8- « Les causes des précédents historiques de mise en œuvre de l’état d’urgence », *Journal du droit administratif* (Journal électronique sous la direction du Professeur M. Touzeil-Divina), mars 2016.

7- Recension de l’ouvrage dirigé par Jean-Michel Eymeri-Douzans et Geert Bouckaert, *La France et ses administrations, un état des savoirs, Droit et société,* n°90, 2015/2.

6- « L’influence du juge européen sur le juge administratif en matière probatoire », *Droit administratif,* janvier 2015, n°1, vol. 54.

5- « La gestion des forces contraires en contexte fédératif par le droit constitutionnel : la solution des *outils fédératifs »,* publié par l’Association internationale de droit constitutionnel pour le IXème Congrès mondial, Oslo, 16 – 20 juin 2014.

4- « Evolution of intergovernmental relations and the strengthening of autonomy » *in* Alberto Lopez Besaguren y Leire Escajedo, *The Ways of Federalism,* vol. 2,Springer, 2013.

3- « Bilan de la péréquation, 10 ans après la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 », *Revue générale des collectivités territoriales,* numéro 54, février 2014, pp. 47-60.

2- « Le phénomène de décentralisation est-il propre au système centralisé ? », in *La décentralisation, 30 ans après,* sous la direction du Professeur Serge Regourd, Presses de l’Université de Toulouse, L.G.D.J., 2013.

1- « Méthodes et enjeux de la comparaison : la question de la comparabilité », site de l’Association française de droit constitutionnel, Congrès de Nancy, http://www.droitconstitutionnel.org/congresNancy/comN4/barrueBelouTD4.pdf

|  |
| --- |
| **Communications orales** |

16- « Les méthodes du droit comparé », journée d’étude, 11èmes ateliers du droit de l’océan Indien*, Réflexions autour du droit comparé : méthodes et applications,* 23 avril 2021, Faculté de droit et d’économie de La Réunion.

15- « Réflexions autour de l’*impeachment :* le cas Trump », conférence, 6 février 2020, Faculté de droit et d’économie de La Réunion.

14- « L’océan Indien, espace politique et juridique propice à un fédéralisme transnational/régional », conférence internationale de l’OSOI (Observatoire des sociétés de l’océan Indien) *L’océan Indien au XXIe siècle : Transitions et mutations*, 19-20-21 novembre 2019, Université de La Réunion.

13- « The comparison in law: one or more methods ?”, Research Week 2019, 2019 April, University of Mauritius.

12- « A organização decentralizada francesa e as modalidades de sufrágio », colloque Municipalização e gestão urbana em Moçambique, Serviço de Cooperação e Acção Cultural da Embaixada de França e Universidade Pedagógica, Maputo, 7 et 8 novembre 2018.

11- « As relações entre o Tribunal de contas francês e a Assembleia Nacional », formation pour des magistrats et des députés mozambicains, Maputo, Mozambique, 6 et 7 novembre 2018.

10- « Numérisation et État de droit », colloque *Les défis générés par la numérisation,* Université de Majunga, Madagascar, 30 et 31 octobre 2018.

9-« L’approche des situations de vulnérabilité par l’exemple des accommodements raisonnables », colloque *Vulnérabilité et droits fondamentaux,* Université de La Réunion, 19 et 20 avril 2018.

8-« Le contrôle des lois de révisions constitutionnelles »,Colloque international, *Le cinquantenaire de la constitution mauricienne,* 14, 15 et 16 mars 2018, sous la direction du Dr Jacques Colom (Université La Réunion) et du Professeur Stéphanie Dijoux-Roelfing (Université Paris-Ouest Nanterre), Université de Maurice.

7-« Le modèle européen de démocratie libérale dans l’océan Indien »*,* Colloque international, *L’Union européenne, un modèle de puissance, une puissance modèle dans l’océan indien ?,* 13 et 14 avril 2017, sous la direction du Dr Julie Dupont-Lasalle et du Professeur Didier Blanc, Faculté de droit et d’économie, Université de la Réunion.

6-« Une ou des méthodes de comparaison ? », conférence-débat organisée par le Centre de droit comparé de l’Université Toulouse 1-Capitole, 13 mars 2017, Toulouse.

5-« Questions politiques et Cour de justice de l’Union », *Premier atelier de droit constitutionnel européen*, sous la direction du Professeur H. Gaudin, IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole, 22 et 23 septembre 2016

4-« Federative Tools : A New Perspective for Secession », *Ways of federalism,* Conférence internationale, 2d edition, Bilbao, 25 et 26 novembre 2015.

3-« The weak influence of constitutional setting on cooperation » *Winter school of federalism*, sous l’égide du Conseil de l’Europe (Innsbruck-Autriche et Bolzano-Italie, du 3 au 14 février 2014).

2-« Evolution of intergovernmental relations and the strengthening of autonomy », *The Ways of Federalism and the Horizons of Spanish State of Autonomies,* Conférence internationale (19, 20, 21 octobre 2011, Bilbao).

1-« Méthodes et enjeux de la comparaison : la question de la comparabilité », Congrès de l’Association française de Droit Constitutionnel à l’Université de Nancy (16, 17 et 18 juin 2011, Nancy).

|  |
| --- |
| **Invitations dans des universités étrangères** |

Université de Majunga, Madagascar (2019), Parvatibai Chowgule College of Arts and Science Margao, Goa, India (2018) ; Université catholique de Madagascar (2017)

|  |
| --- |
| **Activités d’enseignement** |

**- Systèmes juridiques et politiques de l’océan Indien,** cours magistral M2 droit public, Université de La Réunion, 2020-

**- Droit de l’aménagement,** cours magistral M2 droit public des affaires, Université de La Réunion, 2019-

**- Droit des collectivités territoriales,** cours magistral M1 droit public, Université de La Réunion (UR) 2018-.

**- Droit constitutionnel,** cours magistral L1 (semestre 1), (UR) 2016-2017 ; formation pour des enseignants du second degré 2017-.

**- International public law,** cours magistral, M2 Etudes européennes et internationales, (Université Champollion) 2014-2015 ; 2015-2016.

**- Contentieux du droit international,** cours magistral, M2 Droit public, (Université Catholique de Madagascar) 2016-2017.

**- Actualité du droit public,** cours magistral, M1, UR, 2016-2018.

**- Droit public économique,** cours magistral, L3, UR, 2016-.

**- Culture générale,** cours magistral, M1, UR, 2016-2018.

**- Droit institutionnel de l’Union européenne,** conférences de méthode, 1ère année, semestre 2, IEP Toulouse, 2013 à 2015.

**- Droit administratif général**, conférences de méthode, I.E.P. de Toulouse, 2ème année, semestre 1, 2012 à 2016 ; Atelier de droit administratif, Licence Administration Professionnelle, semestre 1 et 2, IEP Toulouse, 2012-2013.

**- Préparation aux concours administratifs,** conférences de méthode, I.E.P. de Toulouse, Master, semestre 2, 2009-2010.

**- Méthodologie juridique**, travaux dirigés UT1, filière Droit et Langue, Licence 1 Droit, semestre 1, 2009-2010 ;

**- Droit comparé,** auxiliaire de recherche à l’Université Laval de Québec, 2008-2009 ;

|  |
| --- |
| **Bourses** |

* Bourses de recherche de l’Université Laval, Québec, Canada.
* Bourse d’étude du CRIDAQ (Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec)
* Bourse de cotutelle de l’Université Toulouse 1

|  |
| --- |
| **Pratiques linguistiques** |

* **Anglais** (quotidien et juridique)
* **Portugais** (quotidien et juridique)
* **Espagnol** (quotidien et juridique)